



COUR D'APPEL DE PARIS

DOSSIER DE CANDIDATURE A L'INSCRIPTION 2020
SUR LA LISTE DES ADMINISTRATEURS AD HOC
A RENVOYER POUR LE 1er MARS 2019 AU PLUS TARD

Constitution du dossier

Vous trouverez ci-joint la trame du dossier de candidature à l'inscription qui doit être scrupuleusement respectée.

Outre une déclaration sur l'honneur qui devra être obligatoirement signée, vous voudrez bien établir, pour chacune des rubriques, une chemise portant le titre de la rubrique concernée dans laquelle vous verserez les justificatifs demandés.

Vous trouverez, en pages 2,3 et 4, un rappel des pièces qui doivent être obligatoirement jointes à votre dossier.

Nous appelons votre attention sur le fait que la responsabilité de la constitution du dossier vous incombe.

Envoi ou dépôt du dossier

Ce dossier de candidature devra être adressé en deux exemplaires identiques par lettre recommandée avec accusé de réception ou déposé contre récépissé au Procureur de la République près le tribunal de grande instance dans le ressort de votre lieu de résidence ou du siège social de l'association candidate.

Vous trouverez ci-dessous mentionnées les adresses des différents parquets du ressort et votre enveloppe devra être libellée de la façon suivante :

Monsieur le Procureur de la République
Service des Mineurs
Tribunal de grande Instance de

TGI d'Auxerre - 1, place du Palais de Justice, BP 39, 89010 Auxerre Cedex,
TGI de Bobigny - 173, avenue Paul Vaillant Couturier, 93008 Bobigny,
TGI de Créteil - Rue pasteur Vallery-Radot, 94011 Créteil,
TGI d'Evry - 9, rue des Mazières, 91012 Evry,
TGI de Fontainebleau - 159, rue Grande, 77305 Fontainebleau,
TGI de Meaux - Avenue Salvador Allende, 77109 Meaux Cedex,
TGI de Melun - 2, avenue du Général Leclerc, 77010 Melun,
TGI de Paris - Parvis du Tribunal de Paris, 75859 Paris Cedex 17
TGI de Sens - 1, rue du Palais de Justice, 89108 Sens Cedex

LISTE DES PIECES A PRODUIRE

- **PERSONNES PHYSIQUES**

- Lettre de candidature et de motivation du candidat qui doit être âgé de 30 ans au moins et de 70 ans au plus, précisant la liste sur laquelle il souhaite être inscrit à savoir :
 - liste des administrateurs ad hoc pour les actions pénales dont un mineur a été victime ou pour les procédures dans lesquelles il y a, pour le mineur, une opposition d'intérêt
 - liste des administrateurs ad hoc pour la représentation des mineurs maintenus en zone d'attente ou demandeurs du statut de réfugié

- sur les deux listes

- Extrait d'acte de naissance

- Photocopie de la carte nationale d'identité ou du passeport en cours de validité et, éventuellement photocopie du titre de séjour

- Justificatif de domicile (quittance de loyer, d'électricité ou de gaz par exemple) qui doit se situer dans le ressort de la cour d'appel

- Curriculum vitae

- Eventuellement justificatif de l'inscription antérieure

- Photocopie des diplômes et titres universitaires obtenus et, le cas échéant, leur traduction s'ils ont été délivrés par des institutions étrangères

- Justificatifs démontrant un intérêt particulier et ancien porté aux questions de l'enfance ainsi qu'une certaine compétence en la matière avec des connaissances juridiques et psychologiques (contrat de travail, certificat de travail, attestations, certificat de participation à une session de formation ou un stage, diplômes, etc.)
- Attestation du candidat qu'il n'a pas été l'auteur de faits ayant donné lieu à condamnation pénale ou à sanction disciplinaire ou administrative pour agissement contraire à l'honneur, à la probité et aux bonnes mœurs et qu'il n'a pas été frappé de faillite personnelle ou d'une autre sanction en application du titre VI de la loi n° 85-98 du 25 janvier 1985 relative au redressement et à la liquidation judiciaire des entreprises (déclaration sur l'honneur jointe).
- En cas de réinscription, rapports de fin de mission prévus par l'article R 53-8 du code de procédure pénale et tout élément d'information utile sur les obligations qui lui incombaient.

- **POUR LES PERSONNES MORALES**

- Lettre de candidature motivée du dirigeant
- Fiche concernant la nature de la personne morale, sa raison sociale, son objet social, l'adresse du siège social, le numéro d'inscription SIRET, SIREN
- Copie du récépissé délivré par l'autorité préfectorale pour les associations,
- Fiche détaillée des activités de la personne morale
- Production des statuts
 - *Liste des dirigeants de la personne morale et pour chacun d'eux :*
- Extrait d'acte de naissance
- Attestation qu'ils n'ont pas été l'auteur de faits ayant donné lieu à condamnation pénale ou à sanction disciplinaire ou administrative pour agissement contraire à l'honneur, à la probité ou aux bonnes mœurs et n'ont pas été frappés de faillite personnelle ou d'une sanction en application du titre VI de la loi 85-98 du 25 janvier 1985 relative au redressement et à la liquidation judiciaire des entreprises (déclaration sur l'honneur jointe).
 - *Liste des personnes susceptibles d'exercer pour le compte de la personne morale une mission d'administrateur ad hoc et pour chacune d'elles production des pièces exigées pour l'inscription d'une personne physique :*

- Lettre de candidature et de motivation du candidat qui doit être âgé de 30 ans et de 70 ans au plus,
- Extrait d'acte de naissance
- Photocopie de la carte nationale d'identité ou du passeport en cours de validité et, éventuellement photocopie du titre de séjour
- Justificatif de domicile (quittance de loyer, d'électricité ou de gaz par exemple) qui doit se situer dans le ressort de la cour d'appel
- Eventuellement, justificatif d'une inscription antérieure
- Curriculum vitae
- Photocopie des diplômes et titres universitaires obtenus et, le cas échéant, leur traduction s'ils ont été délivrés par des institutions étrangères
- Justificatifs démontrant un intérêt particulier et ancien porté aux questions de l'enfance ainsi qu'une certaine compétence en la matière avec des connaissances juridiques et psychologiques (contrat de travail, certificat de travail, attestations, certificat de participation à une session de formation ou un stage, diplômes, etc.)
- Attestation du candidat qu'il n'a pas été l'auteur de faits ayant donné lieu à condamnation pénale ou à sanction disciplinaire ou administrative pour agissement contraire à l'honneur, à la probité et aux bonnes mœurs et qu'il n'a pas été frappé de faillite personnelle ou d'une autre sanction en application du titre VI de la loi n° 85-98 du 25 janvier 1985 relative aux redressement et à la liquidation judiciaire des entreprises (déclaration sur l'honneur jointe).
- En cas de réinscription, rapports de fin de mission prévus par l'article R 53-8 du code de procédure pénale et tout élément d'information utile sur les obligations qui lui incombent



COUR D'APPEL DE PARIS

DEMANDE D'INSCRIPTION
SUR LA LISTE DES ADMINISTRATEURS AD HOC
PERSONNE PHYSIQUE

Article 706-50 du code de procédure pénale

Article R 53 à R 53-8 du code de procédure pénale

Article R-111-13 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile

Liste sur laquelle vous souhaitez être inscrit :

- | | | |
|--|-----|-----|
| - mineurs victimes ou pour lesquels il y a une opposition d'intérêts | OUI | NON |
| - mineurs isolés étrangers | OUI | NON |
| - sur les deux | OUI | NON |

1^{re} demande OUI NON (préciser les années des précédentes demandes)

Réinscription :

- antérieurement inscrit sur la liste de la cour d'appel de PARIS OUI NON

Si oui, précisez la date d'inscription :
le cas échéant la date du retrait ou de la radiation (joindre une copie de la
décision) :

- antérieurement inscrit sur la liste d'une autre cour d'appel OUI NON

Si oui, précisez la date d'inscription :
le cas échéant la date du retrait ou de la radiation (joindre une copie de la
décision) :

Photo d'identité

A) IDENTITE DU CANDIDAT

Nom :
(pour les femmes mariées, nom patronymique suivi du nom d'épouse)

Prénoms :

Date de naissance.....

Lieu de naissance **Département ou pays**

Nationalité :.....

Situation de famille : célibataire marié pacsé

Nom du conjoint

Profession du conjoint

- Joindre copie du livret de famille, de la carte nationale d'identité ou du passeport et, le cas échéant, du titre de séjour

B) ADRESSE DU CANDIDAT :

Lieu d'exercice de l'activité d'administrateur ad hoc :
.....
.....

Numéro de téléphone :

Numéro de portable :

Numéro de fax :

Adresse e-mail :

Domicile personnel :.....
.....

Numéro de téléphone :

- Joindre une attestation de domicile

MERCI DE REMPLIR LES MENTIONS SUIVANTES QUI FIGURERONT SUR LA LISTE DES ADMINISTRATEURS AD HOC EN CAS D'INSCRIPTION

Nom :

Prénoms

Lieu d'exercice de l'activité d'administrateur ad hoc
.....

Numéro de téléphone

Numéro de portable

Numéro de fax

Adresse e-mail

C) LES DIPLOMES, TITRES UNIVERSITAIRES OBTENUS

- Joindre la photocopie des diplômes, leur équivalence et, le cas échéant, leur traduction s'ils ont été délivrés par des institutions étrangères
- Les langues étrangères parlées - langue des signes
- Permis de conduire

D) ACTIVITE PROFESSIONNELLE ACTUELLE ET PRINCIPALE ET AUTRES ACTIVITES EXERCEES PAR LE CANDIDAT

(ex: enseignement, activités de formation, mandat associatif, etc.)

- Joindre un curriculum vitae
- Détailler les activités en mettant en évidence le lien avec l'inscription sur la liste des administrateurs ad hoc et l'ancienneté de l'intérêt porté aux questions de l'enfance

E) EXPERIENCE D'ADMINISTRATEUR AD HOC

Nombre de désignations en qualité d'administrateur ad hoc

- pour son compte personnel :

- pour le compte d'une association

REMPLIR L'IMPRIME "Etat des désignations en qualité d'administrateur ad hoc"

Bien vouloir préciser la nature de la juridiction et compléter la liste des affaires en indiquant la date de la mission, le nom du magistrat mandant et le numéro d'identification de la procédure



COUR D'APPEL DE PARIS

DEMANDE D'INSCRIPTION
SUR LA LISTE DES ADMINISTRATEURS AD HOC
PERSONNE MORALE

Article 706-50 du code de procédure pénale

Article R 53 à R 53-8 du code de procédure pénale

Article R-111-13 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile

Liste sur laquelle vous souhaitez être inscrit :

- | | | |
|--|-----|-----|
| - mineurs victimes ou pour lesquels il y a une opposition d'intérêts | OUI | NON |
| - mineurs isolés étrangers | OUI | NON |
| - sur les deux | OUI | NON |

1^{re} demande OUI NON (préciser les années des précédentes demandes)

Réinscription :

- antérieurement inscrit sur la liste de la cour d'appel de PARIS OUI NON

Si oui, précisez la date d'inscription :
le cas échéant la date du retrait ou de la radiation (joindre une copie de la
décision) :

- antérieurement inscrit sur la liste d'une autre cour d'appel OUI NON

Si oui, précisez la date d'inscription :
le cas échéant la date du retrait ou de la radiation (joindre une copie de la
décision) :

Raison sociale :
.....

Adresse :
.....

N° d'inscription (Siren, Siret)

N° de téléphone :

N° de fax :

Adresse e-mail :

Objet de l'association :

.....

- Joindre une justification de la domiciliation dans le ressort de la cour d'appel et une copie des statuts

Nom, prénom, date et lieu de naissance, nationalité des dirigeants :

.....
.....
.....
.....
.....
.....
.....
.....
.....

Joindre pour chaque dirigeant :

- Copie du livret de famille, de la carte nationale d'identité ou du passeport et, le cas échéant, du titre de séjour
- Attestation sur l'honneur complétée et signée

A) IDENTITE des personnes qui exerceront les mandats d'administrateur ad hoc

Photo d'identité

-

Nom :

(pour les femmes mariées, nom patronymique suivi du nom d'épouse)

Prénoms :

Date de naissance.....

Lieu de naissance **Département ou pays**

Nationalité :

Situation de famille : célibataire marié pacsé

Nom du conjoint

Profession du conjoint

Diplômes obtenus

Les langues étrangères parlées, langue des signes

Activité professionnelle actuelle et principale et autres activités exercées par le candidat
(ex : enseignement, activités de formation, mandat associatif, etc.)

.....
.....

Photo d'identité

2)

Nom :

(pour les femmes mariées, nom patronymique suivi du nom d'épouse)

Prénoms :

Date de naissance.....

Lieu de naissance **Département ou pays**

Nationalité :

Situation de famille : célibataire marié pacsé

Nom du conjoint

Profession du conjoint

Diplômes obtenus

Les langues étrangères parlées, langue des signes

Activité professionnelle actuelle et principale et autres activités exercées par le candidat
(ex : enseignement, activités de formation, mandat associatif, etc.)

.....
.....

Photo d'identité

3)

Nom :
(pour les femmes mariées, nom patronymique suivi du nom d'épouse)

Prénoms :

Date de naissance.....

Lieu de naissance **Département ou pays**

Nationalité :.....

Situation de famille : célibataire marié pacsé

Nom du conjoint

Profession du conjoint

Diplômes obtenus

Les langues étrangères parlées, langue des signes

**Activité professionnelle actuelle et principale et autres activités exercées par le candidat
(ex : enseignement, activités de formation, mandat associatif, etc.)**

.....
.....

Pour chacun, joindre :

- Copie des diplômes, leur équivalence, et le cas échéant, leur traduction s'ils ont été délivrés par des institutions étrangères
- Copie du livret de famille, de la carte nationale d'identité ou du passeport et, le cas échéant, du titre de séjour
- Le permis de conduire
- Un curriculum vitae montrant l'ancienneté de l'intérêt pour les problèmes de l'enfance

B) EXPERIENCE D'ADMINISTRATEUR AD HOC DE L'ASSOCIATION

Nombre de désignations :

REEMPLIR L'IMPRIME "Etat des désignations en qualité d'administrateur ad hoc"

Bien vouloir préciser la nature de la juridiction et compléter la liste des affaires en indiquant la date de la mission, le nom du magistrat mandant et le numéro d'identification de la procédure.



COUR D'APPEL DE PARIS

DECLARATION SUR L'HONNEUR

Je, soussigné(e) *nom-prénom-qualité* atteste sur l'honneur l'exactitude des renseignements ci-dessus mentionnés et m'engage à porter à la connaissance du Procureur Général de la cour d'appel de PARIS (34 quai des Orfèvres, 75055 Paris Cedex 01) toute modification susceptible d'intervenir dans ma situation :

En outre,

. J'affirme n'avoir été ni l'auteur de faits contraires à l'honneur, à la probité ou aux bonnes mœurs, ni l'auteur de faits de même nature ayant donné lieu à une sanction disciplinaire ou administrative de destitution, de radiation, révocation, de retrait d'agrément ou d'autorisation,

. J'affirme ne pas avoir été frappé de faillite personnelle ou d'une autre sanction en application du titre V du livre VI du code de commerce relative au redressement et à la liquidation des entreprises,

. J'affirme remplir les conditions d'inscription telles qu'elles sont définies à l'article R 53-1 du code de procédure pénale,

et m'engage à répondre aux sollicitations des juridictions, à accomplir ma mission d'administrateur ad hoc avec diligence et à réaliser moi-même les mandats qui me seront confiés.

Fait à, le

Signature
nom-prénom-qualité

